

## PROCÈS EN APPEL DE L'AFFAIRE DU TRANSFERT DE DEVICES

### Le verdict sera connu dimanche prochain

Le verdict dans l'affaire du procès en appel, de transfert illicite de devises d'Alger vers Alicante sera connu le 22 du mois en cours. La décision, prise par le président de la huitième chambre correctionnelle près la cour d'Alger, est intervenue après le réquisitoire du parquet et la plaidoirie de la défense.

Lors de son réquisitoire, le représentant du ministère public avait requis la peine maximale, soit dix années de prison ferme. Une peine déjà requise en première instance. Or, pour les avocats de la défense au nombre d'une cinquantaine, «les demandes de l'accusation ne sont nullement fondées et ne se reposent sur aucun texte juridique». Pour eux, les «documents incriminant les mis en cause ne sont pas authentiques et il y a de graves violations des procédures. Si les autorités espagnoles avaient découvert la moindre trace relative à la contrebande ou au blanchiment d'argent, ils auraient été les premiers à se saisir de l'affaire». Pour d'autres avocats, «il y a eu non-respect des dispositions de la convention signée entre les gouvernements algérien et espagnol ou encore la plainte tardive du ministère des Finances, alors que les poursuites étaient déjà lancées».

Il s'agit là des arguments avancés par les avocats de la défense lors de leurs plaidoiries. Ainsi, les avocats Chaïb Sadek, Samir Sidi Saïd, Morceli ou encore Farouk K'sentini et Alleg ont considéré que les «chefs d'inculpation retenus dans cette affaire sont infondés.» Pour eux, «il y a violation des procédures qui doit aboutir indiscutablement sur la nullité des poursuites». «Il y a non-respect des procédures judiciaires et les Douanes algériennes se sont portées partie civile sur la base d'un simple rapport des Douanes espagnoles qui n'ont présenté aucun argument valable justifiant la culpabilité des personnes poursuivies dans cette affaire, dont certaines sont en détention préventive depuis 18 mois», plaide-t-on.

Au total, dans cette affaire, ils étaient 43 personnes dont treize en détention, parmi elles des hommes d'affaires, des commerçants et des passeurs de devises, poursuivies notamment pour les chefs d'inculpation de «blanchiment et transfert illégal de capitaux vers l'étranger en violation de la loi sur les changes et les mouvements de capitaux». A l'origine du déclenchement de toute cette affaire, une liste «noire» où figuraient 43 noms d'Algériens suspectés d'appartenir à un réseau transfrontalier de soutien financier au terrorisme et au crime organisé, transmise par les autorités espagnoles à l'Algérie. C'était en août de l'année 2009, et ce dans le cadre de la coopération judiciaire établie entre les deux pays.

L'enquête, confiée à la brigade judiciaire de la Sûreté de wilaya d'Alger, a abouti, selon l'arrêt de renvoi, à la définition de la traçabilité des fonds transférés par des Algériens vers le marché ibérique. Selon l'accusation, plus de 900 millions d'euros ont été transférés de l'Algérie vers l'Espagne, où ils ont alimenté, en cash, des transactions d'import-export ou carrément blanchis, en fin de circuit, dans l'immobilier.

Les investigations menées dans une première étape par les autorités judiciaires espagnoles étaient basées sur la fréquence des entrées-sorties et des déclarations de devises faites par les voyageurs algériens auprès des Douanes espagnoles ainsi que la masse de ces capitaux ramenés d'Algérie, en bagages à main, par avion ou par bateau.

Abder Bettache

## FLN : LE COMITÉ CENTRAL EN SESSION OUVERTE JUSQU'AU 19 MAI

# Retrait de confiance et campagne contre Belkhadem

*Les adversaires de Abdelaziz Belkhadem ont organisé, hier samedi, au siège de la kasma du parti à Bourouba, «une session extraordinaire» du comité central du Front de libération nationale mettant ainsi l'actuelle direction dans une situation fort peu enviable. C'est donc sans son comité central que Belkhadem mènera sa campagne électorale pour les législatives qui s'ouvre aujourd'hui dimanche.*

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - La situation est d'autant plus rocambolesque pour le plus vieux parti d'Algérie que Belkhadem aura à affronter, comme premier adversaire sur le terrain, son propre comité central, et pour cause !

Hier samedi, à Bourouba, les contestataires se sont réunis en tant que comité central. L'ancien mouhafedh d'Alger du temps du parti unique, Ahmed Boumeahdi, qui présidait les travaux, annoncera, officiellement, le chiffre de 237 de membres du comité central qui ont signé la pétition contre Belkhadem.

Dans la salle, ils étaient 176 membres du CC en plus de 31 membres qui ont confirmé leur adhésion par procuration. Dans une déclaration lue à l'ouverture des travaux, ces membres réitérent leurs décisions du 9 avril dernier, notamment «le retrait de confiance à l'actuel secrétaire général ainsi qu'à son bureau

politique». Mais aussi, «le comité central se déclare en session ouverte jusqu'au samedi 19 mai 2012 ...». C'est dire qu'en l'état actuel des choses, Belkhadem sera destitué au plus tard le 19 mai prochain.

Sauf si, et c'est Ali Mrabet, membre du bureau de session installé hier, l'un des cadres les plus en vue de l'UGTA et membre influent au parti, qui le dira tout haut : «Nous sommes tous là, c'est bien. Mais pour une fois, prouvons que nous sommes un vrai parti.

Que nous sommes autonomes. Que nous n'allons attendre aucune instruction, aucune fetwa venue de l'extérieur ! Soyons tous là le 19 mai mais surtout avec la même position» ! Et ceux qui étaient là hier samedi se recrutent parmi tous les courants qui traversent le FLN.

On y compte de nombreux ténors du parti comme Abdellah

Hadj, Mustapha Cherchali, Mustapha Mazouzi, Ali Mimouni, Amar Saïdani, Madani Houd, ainsi qu'une multitude d'anciens ministres comme Boudjemaâ Haïchour, Lakhdar Dorbani, Noureddine Boulououar, Mohamed H'Mimid, un actuel membre du bureau politique Abdelhamid Si Affif, l'ex-chef de cabinet de Belkhadem, Amar Frikha, son ancien SG au ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Djerrad, pour ne citer que ceux-là.

Cela, sans compter les cadres du Mouvement de redressement, tous membres du comité central : les anciens ministres Kara et Boukerzaza, les sénateurs Chawki et Gaci, etc. et qui étaient hier à Méd&a.

Les «redresseurs» y ont réuni, à la Maison de la culture, une grande rencontre avec les militants du FLN pour appuyer la liste conduite par l'ancien membre du bureau politique et du Sénat, Djelloul Bounaïdja.

C'est cette même méthode, à savoir le soutien des listes «d'indépendants» confectionnées par des militants du FLN qu'ont choisie d'ailleurs les contestataires. Dans leur déclaration de ce samedi, ils appel-

lent ainsi à «une participation massive aux prochaines législatives». De même que «nous nous engageons à mener une grande campagne électorale pour permettre au parti de maintenir sa position de première force politique et, partant, préserver sa cohésion et son unité.

Ce qui se fera, disent les contestataires, «contre les listes de Belkhadem».

Dans une déclaration écrite, l'ancien chef du groupe parlementaire du parti, Abbas Mekhalif, un proche de l'ancien chef du gouvernement Ali Benflis, appelle à la même position : «Afin d'éviter des glissements plus dangereux pouvant conduire notre parti historique vers l'inconnu et par delà même l'Algérie, j'appelle mes sœurs et mes frères, militantes et militants, sympathisantes et sympathisants du parti à conforter et à soutenir les militants de notre parti, candidats aux élections législatives, là où ils se trouvent, qu'ils soient dans les listes de ce suffrage national».

Autrement dit, tout le monde est d'accord sur une seule chose : sauver le FLN mais sans Belkhadem !

K. A.

## CONSEIL NATIONAL DU RCD

# La pollution du champ politique dénoncée

*Pollution et stratégie du chaos. C'est, entre autres, ce que le conseil national du RCD, réuni vendredi à Alger, a dénoncé chez le pouvoir et système en place qui organisent des élections législatives pendant que le pays vit un désastre social et économique.*

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - Conséquemment, le RCD, qui a fait le choix résolu de s'inscrire en faux du processus électoral en cours, ne pouvait produire autre observation politique que celle qui met à nu les travers nombreux du système et du pouvoir qui l'incarne.

«Au désarroi des citoyens menacés par le chômage, la paupérisation, le déficit en logements et l'absence de soins les plus élémentaires — aggravée par une récurrente et criminelle pénurie de molécules (cancers, maladies cardiovasculaires...) —, le système en place s'apprête à rééditer un simulacre d'élections, au demeurant réglées par

les quotas répartis par des officines occultes», note la résolution finale du CN du RCD, ajoutant : «A cet effet, les membres du conseil national se sont déclarés outrés par la pollution du champ politique et la stratégie du chaos érigées en principe cardinal de gestion de la société, au vu du marchandage, de l'agitation et du vil mercantilisme qui ont dominé la constitution de l'ensemble des listes.»

Le conseil national du RCD atteste, par ailleurs, que «ces élections seront sanctionnées par une abstention massive d'autant qu'elles relèvent d'une administration aussi incompétente que partielle».

Soulignant, une fois de plus, les mécanismes devant prévaloir afin de redonner du crédit aux opérations électorales, le conseil national du parti en rappelle deux fondamentaux : l'assainissement du fichier électoral par une commission indépendante et une surveillance internationale massive et de qualité. Ceci outre, évidemment, une volon-

té réelle de changement. La situation régionale, notamment l'enlèvement dans le conflit malien, a été également au menu des préoccupations du conseil national du RCD qui a relevé «les dangers que représente la déstabilisation de toute la zone sahélienne».

«La question relative au statut et à la condition sociale des populations touarègues, refoulées par tous les Etats concernés, reste entièrement posée et ne saurait s'accommoder d'une quelconque fébrilité ni manœuvre politicienne. Le pouvoir algérien est appelé, plus que jamais, à se déterminer et à cesser de tergiverser entre ses manipulations de l'islamisme au niveau interne tout en essayant de recomposer, au niveau international, son rôle de sous-traitant au plan sécuritaire dans le Sahel.»

Le conseil national du RCD appelle aussi à une mobilisation forte pour la célébration du 20 Avril, 32<sup>e</sup> anniversaire du printemps amazigh.

S. A. I.

## LE PNSD ABORDE LA QUESTION DE L'ÉCONOMIE DE BAZAR :

# «C'est le ministère du Commerce qu'il faut remettre en question»

*Pour le président du "Parti national pour la solidarité et le développement (PNSD), Mohamed-Chérif Taleb, pour sortir de l'économie de bazar qui prédomine le pays, il faut remettre en question la politique du ministère du Commerce plutôt que de traquer les jeunes commerçants de l'informel.*

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Le Parti national pour la solidarité et le développement donne le ton à la veille du lancement de la campagne électorale pour les législatives du 10 mai prochain. Le président du parti, Mohamed-Chérif Taleb, qui s'exprimait hier à l'occasion d'une conférence de presse estime que ce ne sont pas les jeunes

vendeurs à la sauvette qu'il faut traquer dans les rues et les marchés informels mais plutôt les barons de l'import-export. Sur ce chapitre, le président du PNSD estime que le département de Mustapha Benbada laisse faire.

«Nous nous demandons si certains cadres du ministère du Commerce ne sont pas des cadres véreux», a-t-il lancé.

Pour lui «l'économie de bazar qui gangrène aujourd'hui le pays résulte de l'incompétence du ministère du Commerce à gérer convenablement ce secteur ou alors d'un laisser-aller qui découle de quelque connivence». Mohamed-Chérif Taleb s'explique : «Nous assistons aujourd'hui à une importation massive et frauduleuse de produits de mauvaise qualité et impropres à la consommation. De grands bonnets qui sont à l'origine utilisent des prête-noms et inondent le marché par conte-neurs de marchandises sans

factures...». Ce qui représente, poursuit-il, un énorme manque à gagner au Trésor public. C'est à cet effet que le président du Parti pour la solidarité et le développement, propose une économie de la troisième voie, qu'il compte développer tout au long de la campagne électorale qui s'ouvre officiellement aujourd'hui. «Nous sommes pour un capitalisme soft, qui prône la création de richesses, la régulation du marché et une répartition égale des richesses», a-t-il conclu.

M. M.